

L'économiste Claudio Katz analyse les résultats des dernières élections argentines, en particulier la mauvaise performance des principales alliances électorales nationales et la surprise qu'a constitué l'énorme score de Javier Milei. Bilan d'un séisme qui a modifié le cours de la politique argentine.

Les primaires du dimanche 13 août ont ouvert une crise non seulement au sein de la coalition au pouvoir, après la pire élection de l'histoire du péronisme, mais aussi au sein de l'opposition de *Juntos por el Cambio*, qui n'a pas obtenu les résultats escomptés. Dans un contexte de crise économique profonde, qui s'est aggravée avec la dévaluation intervenue en début de semaine, la victoire surprise du candidat de *La Libertad Avanza*, Javier Milei, a déjoué tous les pronostics et ouvert une nouvelle séquence politique jusqu'au mois d'octobre, date des élections proprement dites.

Pour analyser cette séquence induite par les primaires ouvertes simultanées et obligatoires (PASO), les motivations qui ont poussé sept millions de personnes à soutenir le leader libertarien et les potentielles conséquences, Jacobin América Latina s'est entretenu avec Claudio Katz. Contretemps vous propose une traduction de cet entretien.

Comment expliques-tu ce qui est arrivé avec Milei ?

Il a canalisé, avec des messages d'extrême droite, la lassitude et la frustration face au désastre auquel le pays est confronté. On observe la même tendance dans de nombreux pays, mais Milei est plus imprévisible. Il est une fabrication des médias et a commencé en politique sans aucun antécédent. Il n'est ni ancré dans un parti traditionnel, comme Trump, ni ne dispose de la base idéologico-sociale de Kast ni de la base évangélique-militaire de Bolsonaro. Cette singularité peut l'affaiblir ou le propulser. On ne le sait pas encore.

Il tient un discours ultra-réactionnaire, mais il a su gagner ses partisans par ses prises de position polémiques et des coups d'éclat médiatiques. Une partie conséquente de ses électeurs répondent aux sondages approuver l'éducation publique et rejeter la privatisation d'*Aerolíneas*^[1]. Il a créé une illusion, celle qu'il serait possible de bénéficier de salaires élevés grâce à son projet aventuriste de dollarisation de l'économie. Il est ou plus fragile ou plus dangereux encore que ses pairs qu'on retrouve dans d'autres parties du monde. La question reste ouverte.

Beaucoup d'explications circulent sur ce que représente Milei...

Oui, c'est vrai. Certaines interprétations soulignent son inscription dans des changements majeurs de la subjectivité, de la communication ou du comportement des jeunes. Ce sont des thèses intéressantes, à condition de ne pas oublier qu'il est principalement le résultat d'une détérioration inouïe des niveaux de vie. Le gouvernement est responsable car il a consolidé la baisse des salaires, la précarité du travail et l'expansion des inégalités. Milei canalise le malaise généré par cette dégradation.

Et la droite traditionnelle ?

Le triomphe de Patricia Bullrich confirme la droitisation de sa coalition. Elle a remplacé les fausses promesses de bonheur que faisait Macri lors de sa propre campagne en 2015 avec une épopée centrée autour de l'austérité. L'échec d'Horacio Rodríguez Larreta montre que le centre-droit classique a perdu de son poids. C'est le même affaiblissement que le parti de Fernando Henrique Cardoso a subi dans le cadre structuré par l'irruption de Jair Bolsonaro.

La force avec laquelle Milei s'impose crée des contradictions encore plus importantes pour *l'establishment*. D'une part, les puissants se félicitent de l'augmentation du nombre de parlementaires qu'ils obtiendraient ainsi, tout à leur but de mettre en œuvre les politiques qu'ils ont dans les tiroirs. D'autre part, la dynamique actuelle nous mène à des affrontements risqués, qu'ils préféreraient éviter, avec cette politique d'austérité^[2] « consensuelle et négociée » privilégiée par le vice-roi Stanley^[3]. Ils sont également mal à l'aise de voir Bullrich et Milei se disputer la même clientèle conservatrice.

Qu'est-il arrivé au péronisme ?

L'effondrement a été plus important que prévu, il est arrivé en troisième position, au niveau le plus bas de son histoire et a même dû renoncer au poste symbolique de gouverneur de Santa Cruz^[4]. Les mois à venir ouvrent deux possibilités. Si Massa poursuit la politique d'austérité redoublée exigée par le FMI, il creusera sa propre tombe comme candidat du parti au pouvoir. De fait, il a déjà commencé à la creuser en mettant en place la dévaluation qu'il avait promis d'éviter et qu'il a fini par accepter^[5]. Il a consenti au chantage de Washington qui consiste à faire en sorte que le Fonds prête à l'Argentine l'argent avec lequel celle-ci lui repaie cette même dette. Parce que la dette frauduleuse^[6] de Macri a été entérinée, L'Argentine est soumise à un calvaire sans fin.

L'image d'habile négociateur dont bénéficiait Massa tend à s'estomper, avec une inflation galopante qui devrait franchir le seuil des deux chiffres en août. Le gouvernement a perdu toute capacité de négocier avec les entreprises pour freiner les évolutions de prix, tandis que le dollar n'est pas plafonné. Pris entre le marteau et l'enclume, Massa a recours à ce que l'on appelle « l'ajustement sans plan ». Il dévalue sans réserve^[7], tout en improvisant des mesures qui aggravent la crise économique et la paralysie du gouvernement qui en découle.

Une telle détérioration pourrait-elle conduire au scénario de sortie précipitée auquel Alfonsín a été confronté ?

Nous assistons à une double tension. Certains secteurs ont encouragé une telle débâcle. Mais en même temps, une grande partie du pouvoir économique veut sauvegarder les grands contrats de gaz, de lithium et d'alimentation prévus pour les années à venir. C'est

Cette contradiction a refait surface après les PASO. La droitisation de l'électorat, qui devrait faire le bonheur des capitalistes, a produit l'effet inverse d'un effondrement de la valeur des actifs financiers. Il y a un climat d'extrême tension et si la poussée super-inflationniste se maintient dans les prochaines semaines, les résultats de l'élection d'octobre deviendront de plus en plus incertains et imprévisibles.

Le gouvernement peut-il rebondir avant octobre ?

Cela dépendra avant tout de sa capacité à contenir le déraillement économique. C'est la condition pour tenter d'inverser les résultats des PASO. Il lui faudrait reconquérir les électeurs qui se sont abstenus et capter le vote de ceux qui redoutent Milei ou Bullrich. En outre, une résistance de défense face au danger réactionnaire imminent devrait émerger. Une telle réaction s'est produite récemment en Espagne, lorsque l'arrivée de Vox a été contenue dans les urnes.

L'élection respectable de Kicillof^[8] introduit déjà un frein à la vague Milei...

Oui, mais il s'agit de la seule exception significative face à la vague violette. Elle indique que, contrairement à 2015^[9], un président de droite devra faire face à un fief de l'opposition, la province de Buenos Aires. Ce résultat montre également les complications qu'entraînent l'émergence Milei pour le projet conservateur traditionnel. La droite ne pourra pas répéter le coup de Vidal car Piparo^[10] divise le front de droite.

Quoi qu'il en soit, l'Argentine est confrontée à une mutation sans précédent.

Il me semble qu'il y a deux lectures de ce qui se passe. La première est un va-et-vient politique. Il y a eu un vote aux trois tiers du PASO, précédé de plusieurs élections provinciales^[11] et beaucoup d'électeurs ont modifié leurs préférences d'un scrutin à l'autre. De ce point de vue, le vote pour l'extrême droite peut être lu comme un simple avertissement qui peut encore être inversé ou nuancé en octobre.

Le second point de vue suggère que nous assistons au début de la fin du cycle politique des deux dernières décennies, avec l'épuisement conséquent de ses deux protagonistes : le kirchnerisme et le macrisme. Le déclin des deux partenaires de cette *grieta* inaugurerait une crise profonde, tant du péronisme que de ses antagonistes traditionnels.

Ce point de vue pourrait être vu comme étayé par la réapparition inattendue du slogan qui a inauguré la période actuelle. Milei a recyclé le slogan « qu'ils s'en aillent tous »^[12] en une furieuse dénonciation de la « caste ». Il a transformé le slogan plein d'espoir de 2001 en une banderole totalement régressive.

Le triomphe électoral de la droite suffira-t-il à imposer l'austérité souhaitée par les puissances économiques ?

Non, ce n'est qu'un premier pas. Une bataille va s'engager dont l'issue dépendra de la dynamique des résistances, de la confrontation entre ceux qui ajustent et ceux qui sont ajustés. La réaction populaire contre les abus est une préoccupation majeure de la droite. Elle réfléchit depuis longtemps à la meilleure manière de briser les piquets de grève, d'arrêter les grèves et d'empêcher les mobilisations. Les représentants de la droite sont obsédés par la capacité de résistance traditionnelle de notre peuple.

L'Argentine possède le plus grand mouvement de travailleurs du continent et le taux de syndicalisation le plus élevé. Le pays compte les organisations de travailleurs au chômage (*piqueteros*) les plus puissantes et la force démocratique du pays a maintenu les génocidaires^[13] en prison. La droite devra faire face à cette résistance sociale. Cette fois-ci, elle s'attaquera à tout et tentera de liquider les conventions collectives et les indemnités, en gracieant les militaires et en interdisant l'avortement. Ils ont déjà essayé à Jujuy de criminaliser la protestation^[14].

Il est clair que sous le gouvernement Fernández, la réaction populaire a été beaucoup moins forte que d'habitude. Mais contrairement au Brésil, les droites n'arriveraient pas au pouvoir ici dans un état de reflux ou de désarticulation populaire. En outre, pour l'instant, Milei et Bullrich bénéficient d'un large soutien électoral, mais pas dans la rue. Ils ne sont pas accompagnés par les *cacerolazos* de la pandémie ou les marches de l'ère Nisman.

Comment vois-tu la situation à gauche ?

Le *Frente de Izquierda y los Trabajadores-Unidad* (FIT-U) a obtenu un pourcentage très similaire aux dernières élections du même type. Sa participation a été faible, mais il comptera parmi les cinq listes encore en lice pour le mois d'octobre^[15]. D'autres formations n'ont pas passé le filtre. Avec une base minoritaire mais solide, ils ont résisté aux vents électoraux défavorables. Ils sont confrontés à la difficulté objective générée par la canalisation de la demande d'alternative vers l'extrême droite. Par ailleurs, le mécontentement au sein du péronisme a été contenu par Grabois, qui a présenté une liste alternative à Massa, et l'inopportune lutte interne au sein du FIT-U a été incompréhensible même pour ses propres partisans^[16].

Que penses-tu des perspectives immédiates en matière de militantisme ?

Pour le péronisme critique, la gauche et les progressistes, il y a plusieurs problèmes. Le premier est la question de comment se positionner vis-à-vis de la participation électorale. Certains courants prônent le vote blanc, sans tenir compte du contenu de cette option et de son évolution. Alors qu'en 2001, il intégrait le répertoire de la rébellion populaire, il exprime aujourd'hui l'apathie et la dépolitisation. C'est une réponse passive à l'austérité qui ne

prépare pas la résistance. Au contraire, elle renforce le désespoir et favorise le message trompeur selon lequel « les politiciens sont tous les mêmes »^[17].

La deuxième question est celle du nombre de députés. Je pense qu'une augmentation du nombre de parlementaires de gauche serait très positive. Comme l'austérité se prépare et qu'il faudra y résister, ce soutien législatif serait très utile. Il n'en va pas de même de la liste proposée par le péronisme, qui compte d'innombrables figures conservatrices ayant fait preuve d'un comportement douteux face aux mobilisations sociales. Les problèmes stratégiques du FIT-U demeureront, mais le soutien à la lutte acharnée qui s'annonce n'en serait que plus fort.

Enfin, la campagne en faveur de Massa, si Grabois^[18] respecte l'engagement qu'il avait pris au moment de déposer sa propre liste, est une couleuvre difficile à avaler. Le lendemain du jour où Grabois a présenté une proposition d'annulation de l'accord avec le Fonds, Massa, en tant que ministre de l'Economie, a dévalué à la demande du Fonds. Grabois devra décider s'il taira ou dénoncera un tel acte.

La question de la meilleure façon de contenir la droite sur le plan électoral reste un débat ouvert aux nombreuses nuances, en particulier dans le cas d'un second tour. Mais disposer de députés de gauche est une priorité absolue.

*

18 août 2023.

Traduit par Paul Hauptl.

Notes

^[1] Il s'agit de la compagnie aérienne publique, l'équivalent de Air France.

^[2] En castillan, *ajuste*.

^[3] Il s'agit de l'ambassadeur des Etats-Unis en Argentine.

^[4] Symbolique car il s'agit de la province où les Kirchner ont initié leur trajectoire ; Claudio Vidal, syndicaliste pétrolier d'orientation péroniste, a remplacé Alicia Kirchner, la fille de Cristina Kirchner, à l'occasion des élections provinciales qui avaient lieu en même temps que les PASO le 14 août 2023. Claudio Vidal est à la tête d'une coalition d'orientation majoritairement péroniste mais non affiliée au Parti Justicialiste, dont il vient de mettre fin à plus de trois décennies de gestion, et comptant dans leurs rangs des militants de l'UCR, le parti radical historiquement opposé au péronisme. Dans cette province, les partisans de Milei ne disposent pas d'organisations autonomes et n'ont pas de présenté de listes aux primaires parlementaires. En fait, il existe un parti parti M.I.L.E.I. (*Movimiento Integración Liberal E Independiente*) à Santa Cruz, intégré dans la coalition *Por Santa Cruz*, emmené par le parti péroniste non kirchnériste, *Somos Energía para Renovar Santa Cruz(SER)*

^[5] Au lendemain des PASO, le lundi 15 août, le gouvernement dévalue le *peso*, augmente le taux d'intérêt de base et réduit le nombre de taux de change officiels. L'inflation, qui avait

baissée à 6 % dans les deux derniers mois, devrait repartir à la hausse et dépasser les 10 % à la fin du mois d'août.

[6] Contractée par Macri entre 2015 et 2019 de façon à maximiser ses chances d'être réelu : il s'agit d'une dette de très long terme, d'un très gros volume et libellée en dollars.

[7] De change.

[8] Avec 36,4 % des voix, il est en tête des primaires de l'élection du gouverneur de la province de Buenos Aires, la plus peuplée du pays. Elle compte 12 millions d'électeurs sur un total de 34 millions, dont presque 2,9 millions ont soutenu Kiciloff. L'élection définitive aura lieu en octobre avec le reste des scrutins. Le parti de Milei arrive troisième avec 23,8 % des voix, derrière *Juntos por el Cambio*, qui dispose de 32,9 % des suffrages.

[9] Macri pouvait alors compter sur Maria Eugenia Vidal, qui devenait gouverneuse de la province de Buenos Aires pour la droite libérale.

[10] Le candidat de *La Libertad Avanza* au poste de gouverneur de la province de Buenos Aires.

[11] Un certain nombre de provinces ont décalées les élections des gouverneurs de façon à les dédoubler des élections nationales. Les candidats de *La Libertad Avanza*, lorsqu'ils sont présents, réalisent des scores faibles, dépassant rarement les 10 %, surtout au regard de la performance de Milei lui-même à la primaire présidentielle

[12] Symbole de la contestation sociale lors de la crise de 2001.

[13] Des responsables de la dernière dictature militaire, le *Proceso*, actuellement en prison, ont tenté de faire réviser leurs sentences pour obtenir des aménagements de peine lorsque la droite néolibérale, en la personne de Macri, est parvenue au pouvoir en 2015 démocratiquement - pour la première fois de l'histoire politique argentine.

[14] Morales, gouverneur de l'UCR, parti inscri dans la coalition de droite *Juntos por el Cambio*, a fait face avec toute la brutalité possible à la contestation des travailleurs de la santé et de l'éducation qui exigeaient notamment des augmentations de salaire.

[15] Les listes qui réalisent plus de 1,5 % des suffrages exprimés aux PASO peuvent présenter des candidats pour les élections proprement dites, à moins qu'elles s'effacent devant la liste la plus votée de leur coalition, comme Grabois s'efface devant Massa, ayant obtenu trois fois moins de suffrages que ce dernier.

[16] Le PO et le MST d'un côté, et le PTS et IS de l'autre proposant des listes qui se sont attaqués l'une l'autre durement.

[17] Lorsqu'en 2015, les Argentins ont dû choisir entre le candidat péroniste (plutôt de droite) Scioli, soutenu néanmoins par Cristina Kirchner, et Macri au second tour de l'élection présidentielle, les partis du FIT ont appelé à voter blanc.

[18] Figure du péronisme critique.